



DRRH/14-622-70 du 03/02/2014

## RECENSEMENT DES PERSONNELS EN SITUATION DE HANDICAP ET BÉNÉFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI

Référence : loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et note de service ministérielle DGRH B- MIPH relative au plan pluriannuel d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap 2013-2015 du 23 octobre 2013

Destinataires : Tous les personnels de l'Académie

Dossier suivi par : M. ALBERTI - correspondant handicap - Direction des Relations et Ressources Humaines - Tel : 04 42 91 72 47 - fax 04 42 91 75 04 - Mel : frederic.alberti@ac-aix-marseille.fr

La politique en faveur des personnes en situation de handicap au sein de l'éducation nationale vient d'être formalisée dans un plan pluriannuel 2013-2015, qui affirme la responsabilité particulière de notre ministère en tant que premier employeur de France.

En effet, de nombreux dispositifs permettent d'accompagner, s'ils le souhaitent, les agents porteurs de handicap, y compris en cas d'apparition du handicap en cours de carrière.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, instaure **de nouveaux droits pour les personnes en situation de handicap/ Se déclarer personnel handicapé** permet ainsi de bénéficier de droits spécifiques tout au long de sa carrière :

- **Aménagement du poste de travail** : l'administration finance l'aménagement du poste de travail par l'adaptation ou l'achat des équipements individuels nécessaires aux travailleurs handicapés dans l'exercice de leurs fonctions. Une assistance humaine peut également être prévue dans certains cas.
- **Les aménagements horaires** : des aménagements horaires pour faciliter la vie professionnelle ou le maintien dans l'emploi sont accordées aux personnes en situation de handicap ou pour tout fonctionnaire, pour lui permettre d'accompagner une personne handicapée.
- **Les formations adaptées au handicap et spécifiques au handicap** : les personnes handicapées ont accès à toutes les formations proposées aux agents et celles-ci sont, le cas échéant adaptées à leurs besoins. Elles peuvent également, après avis du médecin de prévention, bénéficier de formations spécifiques relatives à leur handicap.
- **Temps partiel de droit** : l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est accordée de plein droit aux personnels en situation de handicap, après avis du médecin de prévention. La rémunération est alors calculée en fonction de la réglementation du temps partiel.
- **Priorité médicale pour les mutations** : cette priorité est accordée aux personnes en situation de handicap si la demande de mutation est assortie d'un avis du médecin de prévention attestant que la demande vise à améliorer effectivement les conditions de vie. La **Reconnaissance de Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH)** est impérative pour toute demande de priorité au titre du handicap. Le récépissé de dépôt de demande de RQTH

n'étant plus accepté, il convient de présenter obligatoirement la RQTH pour demander la bonification.

- **Prise en compte du handicap dans le dossier de retraite** (selon le décret n° 2006-1582 du 12 décembre 2006) : les fonctionnaires en situation de handicap peuvent, sous certaines conditions, être admis à la retraite avant l'âge légal. Ils doivent justifier avoir eu un taux d'incapacité permanente d'au moins 80% pendant une certaine période, période pendant laquelle ils auront cotisé pendant la retraite.
- **Des chèques vacances** : pour les agents handicapés répondant aux conditions requises pour pouvoir bénéficier des chèques vacances, la bonification versée par l'Etat est augmentée de 30%.
- **Les frais de déménagement** : lorsqu'une personne en situation de handicap est amenée à déménager afin d'évoluer dans son emploi ou de le conserver, les frais de déménagement peuvent être pris en charge (dans la limite de 765 euros par agent). Cette aide peut aussi être allouée à une personne sans emploi qui est dans l'obligation de déménager à l'occasion d'une embauche.
- **Des bilans de compétence** et formations pour préparer des reconversions.

Le plan ministériel prévoit de développer et fiabiliser le recensement des personnels en situation de handicap, bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Cette orientation doit être déclinée au plan local.

En effet, chaque administration doit compter au moins 6% de personnes handicapées dans ses effectifs et la loi du 11 février 2005 prévoit chaque année, au plus tard le 30 avril, une déclaration du taux d'emploi de personnes handicapées au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

**Il est donc nécessaire, en ce début d'année, de procéder à un recensement exhaustif de tous les personnels confrontés à une situation de handicap, qu'ils souhaitent ou non bénéficier d'une des mesures précitées.**

Dans cette perspective, vous trouverez ci-joint, le **formulaire de déclaration** (annexe) qu'il appartiendra **à tout agent porteur de handicap** de renseigner et de renvoyer, sous pli « CONFIDENTIEL » accompagné de **la déclaration de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)** de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), **avant le 30 mars 2014**, délai de rigueur, à l'adresse suivante :

Rectorat d'Aix-Marseille  
Direction des Relations et Ressources Humaines  
A l'attention du Correspondant Handicap  
Place Lucien Paye  
13621 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1

La confidentialité du traitement des informations est garantie.

Une rubrique sur le handicap est ouverte sur le site [education.gouv.fr](http://education.gouv.fr) (rubrique « Concours, Emplois, Carrières »/ « Le Handicap tous concernés ») ainsi que sur le site académique. Elle permet de consulter et télécharger l'ensemble des documents nécessaires.

*Signataire : Didier LACROIX, Secrétaire Général de l'Académie d'Aix-Marseille*

À tenir à disposition de tous les agents. Pour garantir la confidentialité des informations, les personnes concernées le transmettront directement soit au correspondant handicap, soit au DRH.

Ce formulaire est destiné à vous aider à préciser vos besoins et à faire valoir vos droits. Vous pouvez le remplir et le transmettre au service des ressources humaines ou bien, éventuellement, le remplir conjointement avec le correspondant handicap si vous sollicitez un entretien auprès de lui. Les informations recueillies à l'issue de cet entretien ou portées dans ce document resteront strictement confidentielles.

M. (Mme) Prénom, Nom : ..... Téléphone : .....  
Établissement : ..... Service : ..... Corps : .....

## Besoin exprimé

- aménagement du poste de travail
- temps partiel de droit
- priorité pour les mutations
- prise en compte du handicap dans le dossier de retraite (sous certaines conditions)
- bonification des chèques vacances
- aide au déménagement
- autre : .....
- aucun besoin particulier mais je souhaite obtenir des renseignements d'ordre général

Cochez la case correspondante pour indiquer votre catégorie de bénéficiaire et joignez, le cas échéant, une pièce justificative (copie d'une carte d'invalidité, par exemple).

## Handicap reconnu

- travailleur reconnu handicapé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
- titulaire de la carte d'invalidité (article L. 241- 3 du code de l'action sociale et des familles)
- titulaire de l'allocation aux adultes handicapés

## Pension d'invalidité

- titulaire d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain
- invalide de guerre titulaire d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre

## Agent reclassé suite à une inaptitude aux fonctions reconnue par le comité médical

- agent reclassé par détachement
- agent bénéficiant d'un changement d'emploi au sein de son corps ou cadre d'emploi

## Allocation/rente accident du travail, maladie professionnelle

- victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% ou titulaire d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire
- titulaire d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91- 1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service
- agent bénéficiant d'une allocation temporaire d'invalidité

- Bénéficiaire des emplois réservés au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** (articles L. 394, L. 395 et L. 396 de ce code)

**Autres** (précisez) : .....  
.....  
.....

- mon handicap n'a pas été reconnu mais je souhaite des informations à ce sujet